

REGARDS SUR L'ÉCONOMIE

Brèves d'Italie

Une publication du SER de Rome
Le 20 février 2025

LE CHIFFRE À RETENIR

270 Md€

Janvier 2025 marque un montant record de la demande pour les bons du trésor italien

Sommaire

Actualité macro-économique : L'Italie face à un ralentissement économique et des défis budgétaires / Le budget 2025 entre soutien au pouvoir d'achat et rigueur fiscale

Actualité financière : Une attractivité maintenue malgré une dette élevée / Rejet de l'offre de rachat de Mediobanca par MPS / Création d'un acteur majeur de la gestion d'actifs par BPCE et Generali / Première acquisition de bitcoin par Intesa Sanpaolo / Impact de la baisse de l'euro sur l'économie italienne

Actualité touristique : L'Italie renforce la réglementation des locations de courte durée / Agritourisme, un secteur dynamique

Actualité industrie et développement durable : Loi de délégation sur le nucléaire / L'entreprise de drones turque Baykar rachète Piaggio Aerospace / Le nouveau plan Italie de Stellantis / Plan stratégique 2025-2029 du groupe Ferrovie dello Stato / L'Italie prend la présidence de la convention alpine.

Actualité agricole : Performance du vin italien à l'export et gestion des stocks / Déclin démographique et renouvellement des agriculteurs en Italie

Actualité macroéconomique

Après une reprise post-Covid dynamique, [la croissance du PIB ralentit en Italie](#) (+0,5% en 2024, +0,6% estimé en 2025), freinée par une demande intérieure fragile, des exportations pénalisées par la récession allemande et les coûts de l'énergie. Malgré le soutien du PNRR, **les investissements restent limités** par des taux élevés et un secteur de la construction fragilisé par la réduction du Superbonus. [L'inflation est maîtrisée](#) (+1,5 % en 2025) mais **pèse sur le pouvoir d'achat**, tandis que **l'incertitude internationale pèse sur la confiance des acteurs économiques**. **Dans ce contexte, l'Italie prévoit un ajustement budgétaire sur sept ans en contrepartie de réformes structurelles et d'investissement**, visant à réduire son déficit et sa dette publique au titre des nouvelles règles de gouvernance économique européenne. [Giorgia Meloni vise un déficit sous la barre des 3% en 2026](#), contre 3,8% en 2024 et 7,2% en 2022.

Le Parlement italien a adopté [la loi de finance 2025 \(manovra\)](#) dans un **contexte budgétaire contraint**. La dette publique rapportée au PIB atteint 137,8% du PIB en 2026 et la charge d'intérêts s'élève à 106 Md€. **Sur 28 Md€ de mesures nouvelles, deux tiers (18 Md€) soutiennent le pouvoir d'achat des ménages**: réduction des charges sociales jusqu'à 40 000 € de revenus et fusion des deux tranches d'imposition les plus basses (23% jusqu'à 28 000 € au lieu de 25%). Côté recettes, le gouvernement reporte certaines déductions fiscales accordées au secteur bancaire, anticipe le droit de timbre sur les assurances-vie et poursuit son plan de privatisation. Les entreprises bénéficieront d'un abaissement de l'impôt sur les sociétés (de 24% à 20%) conditionné à des réinvestissements et embauches, ainsi que de 2 Md€ d'aides pour le secteur du tourisme et la région du Mezzogiorno. Sur le plan social, ce budget renforce les mesures pro-natalité (prime de 1000€ pour chaque naissance, allègement de charges), prolonge temporairement les dispositifs de retraite anticipée et revalorise les pensions modestes. Pour les infrastructures, 1 Md€ sont prévus pour le TGV Lyon-Turin, 1,4 Md€ pour le pont de Messine qui doit relier la Sicile à la péninsule et 700 M€ pour le secteur de l'eau.

Actualité financière

Malgré une dette publique correspondant à 135,8% du PIB, l'Italie conserve la confiance des marchés, [en réussissant à lever 270 Md€ lors de ses dernières émissions obligataires](#). **Le spread BTP/Bund demeure en dessous des 110 points de base**. Les investisseurs misent sur des rendements attractifs, renforcés par la réduction attendue des taux de la BCE.

En novembre 2024, UniCredit a lancé une offre publique d'échange (OPE) de 10,1 Md€ pour acquérir Banco BPM, proposant 0,175 action UniCredit pour chaque action Banco BPM. Cette opération vise à renforcer la position de UniCredit sur le marché italien. Cependant, des tensions sont apparues concernant l'évaluation de l'offre, certains actionnaires de Banco BPM la jugeant insuffisante. En parallèle, Banco BPM a lancé une opération pour renforcer son contrôle sur Anima, acteur clé de la gestion d'actifs en Italie.

Monte dei Paschi di Siena (MPS) a lancé une OPE de 13,3 Md€ sur Mediobanca, [rejetée par cette dernière](#) fin janvier. L'objectif : créer un troisième pôle bancaire en Italie aux côtés d'UniCredit et d'Intesa Sanpaolo avec 700 M€ de synergies annuelles et une intégration avant le T3 2025.

[BPCE et Generali préparent une joint-venture \(1.900 Md€ d'AUM\), valorisée 9 Md€, pour rivaliser avec Amundi \(2.200 Md€ d'AUM\) et les géants américains](#). L'objectif est de

réduire les coûts tout en conservant l'indépendance des décisions d'investissement. Le siège sera basé à Amsterdam et la direction générale confiée à l'américain Woody Bradford (Generali).

Le 13 janvier 2025, Intesa Sanpaolo est devenue la première grande banque italienne à acquérir du bitcoin, achetant 11 BTC pour environ 1 M€. Présentée comme une expérimentation, cette initiative vise à anticiper la demande croissante des clients et à tester l'intégration des cryptomonnaies dans son offre. Cette décision s'inscrit dans un cadre réglementaire clarifié par le règlement européen MiCA et pourrait ouvrir la voie à de nouveaux services bancaires hybrides. Avec près de 11% des Italiens détenteurs de cryptos, Intesa se positionne en précurseur face à ses concurrents.

L'euro est tombé à 1,03USD, pénalisé par la divergence entre la BCE et la Fed. Comme dans tous les pays de la zone euro, cela renchérit pour l'Italie les importations énergétiques (90 Mds€ en 2023), alimente l'inflation (5,6% en 2023) et fragilise la dette. Toutefois, les exportateurs italiens, notamment dans le luxe et l'agroalimentaire (69 Md€ d'exportations vers les États-Unis), gagnent également en compétitivité. La BCE devra arbitrer entre soutien à la monnaie et maîtrise des coûts d'emprunt.

Actualité touristique

L'Italie renforce la réglementation des locations de courte durée. La prolifération rapide de logements loués à usage touristique a contribué à réduire l'offre immobilière pour les résidents et augmenter l'évasion fiscale. Des modifications interviennent pour l'année 2025, qui impactent les propriétaires et gestionnaires de logements afin de les inciter à régulariser leur activité. Avant le 1^{er} janvier 2025, toute unité immobilière résidentielle destinée à la location à des fins touristiques et de courte durée (de moins de 30 jours), ainsi que les structures hôtelières et extra-hôtelières, ont dû se doter d'un [code d'identification national \(CIN\)](#), en ajout du code régional ; ceci au travers d'une procédure automatisée reliée à la base des données nationales des structures d'hébergement (BDSR). Ce code doit être exposé à l'extérieur de l'établissement et mentionné sur le site internet de la structure ou dans chaque annonce publiée. Par ailleurs, les locations courtes durées gérées de manière entrepreneuriale doivent notifier le début de leur activité auprès des autorités locales et respecter certaines mesures de sécurité (détecteurs de gaz combustibles, GPL ou gaz méthane, détecteurs de monoxyde de carbone, extincteurs portatifs). Des sanctions allant de 500 à 10 000 euros sont prévues pour ceux qui ne respectent la réglementation en vigueur.

Agritourisme, un secteur dynamique. En 2023, la valeur à prix courant de la production de l'[agritourisme](#) s'élève à plus d'1,8 Md€, en hausse de 15,4% par rapport à 2022 (+19,1% par rapport à 2019). Le nombre des entreprises atteint 26 129, en hausse de 1,1% par rapport à 2022. L'Italie enregistre 4,5 millions d'arrivées dans les structures agrotouristiques (+11% par rapport à 2022), et 16,6 millions de nuitées avec une durée moyenne du séjour de 3 à 4,3 jours. Plus de la moitié des touristes sont des étrangers. A noter que ces structures offrent par ailleurs de plus en plus des services supplémentaires qui contribuent au dynamisme du secteur (activités sportives, de dégustation, d'enseignement, d'observation de la nature).

Actualité Industrie et Développement durable

Le [projet de loi-cadre](#) sur le nucléaire a été envoyé au Palais Chigi pour vérification technique et juridique avant d'engager le processus législatif. Celui-ci prévoit de passer par des décrets législatifs qui doivent être adoptés dans les 24 mois après l'adoption du texte. Suite à l'approbation des décrets lois, le Gouvernement aura encore 24 mois pour proposer des décrets lois complémentaires. Ce programme semble ambitieux avec des élections législatives italiennes prévues en 2027. La loi permet également de déléguer au gouvernement les responsabilités de: (1) création d'un programme national de développement de la production d'énergie nucléaire ; (2) réglementation de l'expérimentation, l'implantation, la construction et l'exploitation de nouvelles centrales nucléaires en Italie, l'installation de sites de stockage temporaire et définitif des déchets radioactifs et de combustibles usés, et le démantèlement des installations nucléaires existantes ; (3) réglementation des activités en matière de fusion nucléaire (R&D, développement, utilisation) ; (4) création d'une Autorité de sûreté nucléaire ; (5) adaptation de la législation nationale aux dispositions européennes et internationales en la matière.

Le 27 décembre 2024, le ministère italien des entreprises et du Made in Italy (MIMIT) a donné son feu vert pour la vente des deux entreprises Piaggio Aero Industries et Piaggio Aviation du groupe aéronautique Piaggio Aerospace, spécialisées dans la fabrication d'avions et de moteurs d'avions. L'acquéreur est la société de défense turque Baykar, active dans la production de drones. Cette transaction impliquant un actif stratégique italien est soumise à l'approbation du gouvernement pour une finalisation prévue d'ici mars 2025. Le gouvernement italien se déclare « très satisfait » de la solution turque pour le rachat de Piaggio Aerospace. Cependant, le sort de l'entreprise aéronautique n'est pas encore fixé. Les syndicats attendent la présentation du plan industriel qui devra donner une série de garanties pour l'avenir de Piaggio (sites et emploi), le gouvernement peut encore déclencher une procédure de Golden Power, tandis que l'Antitrust européen ne s'est pas prononcé sur le cas. Cette transaction représente un risque de perte de compétences stratégiques utiles à la défense italienne, et d'incertitude sur la continuité des accords de coopération européens en matière de défense (Piaggio produit avec Safran les moteurs Ardiden 3 pour avions et hélicoptères et la structure du fuselage du Dassault Falcon 2000).

Après la démission de l'ancien PDG C. Tavares, Stellantis a entamé une nouvelle phase de dialogue avec le gouvernement et les syndicats italiens. Le 17 décembre 2024 s'est tenue une [table ronde sur le secteur automobile italien](#) avec le franco-italien Jean-Philippe Imperato, directeur Europe de Stellantis et ex-PDG d'Alfa Romeo, le gouvernement représenté par Adolfo Urso, ministre de l'industrie, Giancarlo Giorgetti, ministre de l'économie, Marina Elvira Calderone, ministre du travail, les syndicats et des acteurs de la filière. JP Imperato a présenté un [nouveau plan industriel pour l'Italie](#), à horizon 2032, détaillant les investissements, les volumes de production et les modèles à produire à court et long terme pour chaque usine italienne. Dans ce contexte, le président J. Elkann est désormais disposé à se présenter, le 19 mars, devant le Parlement italien. La page Carlos Tavares semble définitivement tournée. La stratégie du tout électrique est abandonnée pour [favoriser l'hybride](#) ; le dialogue est renoué avec les fournisseurs et le gouvernement de Giorgia Meloni ; et Stellantis participe pleinement à une [nouvelle politique automobile européenne](#) soutenue par les gouvernements italien et français.

Le groupe Ferrovie dello stato italiane publie son plan stratégique 2025-2029, avec 100 Md€ d'investissements sur cinq ans. Le 12 décembre 2024, le directeur général du groupe, Stefano Antonio Donnarumma, a annoncé un [plan d'investissement](#) très ambitieux, visant notamment à renforcer les infrastructures ferroviaires et routières, améliorer la qualité des services et promouvoir une mobilité plus durable. Les objectifs financiers comprennent une augmentation des revenus au-delà de 20 Md€, un EBITDA supérieur à 3,5 Md€ et un résultat net dépassant 500 M€ d'ici 2029. Ce plan doit permettre au groupe d'améliorer en Italie les performances du rail, qui rencontre des difficultés croissantes ces derniers mois, du fait d'une infrastructure vieillissante. Il s'agit notamment de rétablir la ponctualité et le niveau de service qui avait permis de classer Trenitalia comme le meilleur opérateur ferroviaire d'Europe selon [T&E](#). Matteo Salvini a pu défendre la stratégie italienne visant à améliorer la situation devant la chambre des députés le [21 janvier 2025](#), en mettant en avant les 10 Md€ investis en 2024 sur le réseau, une hausse de 15% des trains sur les rails, et 75% de ponctualité pour les TGV.

L'Italie prend la présidence de la convention alpine. Suite à la conférence alpine de janvier 2025 à Brdo (Slovénie), l'Italie assurera la présidence pour la période 2025-2026. Cette convention, signée en 1991, rassemble la France, l'Italie, l'Autriche, la Suisse, l'Allemagne, la Slovénie et le Liechtenstein. Le programme de travail de la présidence italienne s'étale jusqu'à la prochaine conférence alpine prévue en janvier 2027 à Gorizia. L'Italie a évoqué plusieurs thématiques prioritaires de travail sur lesquelles elle souhaite progresser : les glaciers, les populations et cultures alpines, l'énergie, le tourisme et l'eau.

Actualité agricole

Porté par une demande étrangère soutenue, le vin italien a consolidé son leadership mondial à l'export, avec [70 Mds€ d'exportations en 2024](#), grâce notamment aux vins effervescents. Pourtant, la consommation intérieure ralentit et les stocks atteignent 50 M hl, dépassant la production annuelle. La restructuration du secteur a modernisé 330 000 ha, tandis que les surfaces viticoles ont reculé de 15% depuis 2000. Face aux défis économiques, l'Italie mise sur l'innovation, la durabilité et l'accès simplifié aux fonds européens pour l'export.

L'Italie a perdu 2 millions de jeunes (15-39 ans) entre 2013 et 2022, un phénomène accentué en zones rurales (-6%). Bien que mieux formés, les jeunes agriculteurs sont en recul (-10% en cinq ans), malgré une productivité supérieure à celle de leurs aînés, générant en moyenne 80 000 € de richesse contre 50 000 € tous secteurs confondus. L'accès au foncier et au capital demeure un frein majeur, nécessitant des dispositifs nationaux comme « *Più Impresa* » et « *Generazione terra* » (outils de facilitation de la création d'entreprises par les jeunes) ou la Banque des terres agricoles, instrument de mise à disposition de terres agricoles.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Rome

Rédaction : Pierre FARINEAU, Mickael BOUNAKHLA, Federica MERCANTI, Philippe MERILLON, Tatiana DE VILLARD, Gylain THEON, Capucine LOUIS, Tommaso TURRINI

Revue par : Jérôme CHEVALIER

Abonnez-vous : federica.mercanti@dgtresor.gouv.fr

Copyright : tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Rome

Clause de non-responsabilité : Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication